

Assainissement Les quartiers nord restent très sceptiques

« On nous prend pour des vaches à lait », s'insurge Bernard, un habitant de la garrigue nord qui, confronté comme 6 000 autres Nîmois au contrôle de sa fosse septique, rechigne à payer la facture, arguant qu'elle ne lui revient pas. Pour ce contribuable, qui s'estime largement taxé par ailleurs, « le code général des collectivités territoriales est clair. Il stipule que les communes prennent obligatoirement en charge les dépenses relatives aux systèmes d'assainissement collectifs (...) et les dépenses de contrôle des systèmes d'assainissement non collectif ». Et Bernard de rappeler, au passage, qu'il y a peu, ces contrôles étaient effectués « gratuitement » par le service communal d'hygiène et de santé...

Mais le mode et le montant de la facturation de ces contrôles ne sont pas les seules questions qui agitent le monde des mazetiers à l'heure où les agents de la Saur se penchent sur les drains. Le comité de quartier de Russan, abreuvé de comptes rendus d'inspection transmis par ses adhérents, dénonce, par la voix de son président Pierre-Marie Chaze, « un questionnaire type qui ne tient



Pierre-Marie Chaze, président du comité de quartier de Russan, demande des explications. Photo archives N. B.

pas compte du contexte géologique et autres données de chaque cas particuliers. Du coup, on n'a aucune hiérarchisation des problèmes ».

Bien décidés à obtenir des réponses, les comités de quartier des garrigues nord se sont regroupés dans une fédération (lire *Midi Libre* du 18 octobre) et n'ont pas manqué de susciter des réactions chez les élus. La Divaq (direction de la vie associative et des quartiers) a programmé une réunion d'information

(1). « Mieux vaut tard... », commente la fédération des quartiers de garrigues qui dénonce, depuis l'arrivée du Service public d'assainissement non collectif (Spanc) sur ses terres, un vrai déficit de communication. Ce que l'Agglo ne dément pas, mais explique par les contraintes du calendrier électoral et les répercussions qu'une telle communication auraient pu avoir sur les comptes de campagne...

Au cours de cette réunion, qui verra la participation des

élus, des techniciens et d'un large public, il sera difficile d'éluder une autre question fondamentale : l'implantation du tout-à-l'égout dans des garrigues. Un sujet qui, entre frais supplémentaires à envisager et menace d'urbanisation tous azimuts, divise plus qu'il ne réunit. ●

Françoise CONDOTTA

► (1) **Vendredi 24 octobre, salle de l'Ambiance, chemin de Russan, à 18 heures.**